

Les projets de centrales photovoltaïques qui fleurissent un peu partout dans le département suscitent leur lot d'oppositions. Après le projet sur le lac de Mondely, c'est à Artix et Loubens que le vent de la colère souffle.

Projets de centrales solaires

En Ariège : le front du refus !

Tout récemment, le projet d'implantation de panneaux photovoltaïques flottants sur le lac de Mondely a fait l'objet d'une rencontre entre les élus de deux communes concernées : Gabre et Aigues-Juntas. Les élus de Gabre voulaient expliquer leur positionnement contre le dossier porté par EDF-Renouvelables sur une étendue d'eau propriété du syndicat mixte d'aménagement hydraulique de la vallée de la Lèze (SMAVHL). Un syndicat regroupant des agriculteurs irriguants, et qui a besoin de trouver des sources de financement pour assurer l'entretien du barrage. « Nous sommes conscients des difficultés d'entretien », assurent les élus de Gabre, partageant leur volonté de « trouver des solutions adaptées pour aider le SMAVHL à financer les travaux autrement qu'en passant par un tel projet ». Les mêmes notent par ailleurs que l'écho du projet de Mondely, « au mépris du classement en zone naturelle et de toutes les oppositions formelles exprimées par diverses institutions, a créé une levée de boucliers qui va au-delà des frontières communales et départementales. Une force d'opposition croissante voit le jour et se mobilise ardemment contre ce projet. Il existe le risque d'une création d'une ZAD sur ce territoire ».

“Des panneaux sur nos hangars, pas sur nos hectares”

Plus à l'ouest, c'est tout sauf un hasard si la Confédération Paysanne de l'Ariège avait choisi la Bastide-de-Besplas pour organiser sa Fête paysanne annuelle, le 12 octobre, laquelle a accueilli pas moins de 300

personnes. C'est la Ferme des Croquants qui accueillait cette manifestation, une exploitation agricole qui « risque d'être directement impactée par un projet d'agrivoltaïsme sur 40 ha de terres agricoles plates et fertiles » (lire aussi la Gazette du 26 avril dernier).

Le sujet met les militants de la Conf' vent debout : « Nous sommes là pour produire de l'alimentation et pas de l'électricité sous le joug des énergéticiens. Nous présenter ce type de projet comme la solution miracle pour nous en sortir, c'est nous placer dans une relation de subordination dont nous ne voulons pas et remettre en question la souveraineté alimentaire de nos territoires », expliquent-ils. Avec cette formule en forme de slogan : « Des panneaux sur nos hangars, pas sur nos hectares ! »

Enfin, entre Artix et Loubens, l'association des Amis des Pech se remobilise, elle qui s'était constituée notamment contre un projet d'implantation d'éoliennes il y a quelques années. Il est aujourd'hui question de photovoltaïque : « En mai 2024, l'entreprise Pierreval Energie a déposé son projet de panneaux,

déployant 18 934 panneaux sur 12 hectares, exposent les responsables de l'association. Ce bel espace de verdure consacré à l'élevage de bovins serait transformé en un vaste champ de panneaux métalliques. Les panneaux seraient surélevés pour « permettre aux vaches de continuer à paître et s'abriter ». Quel est le naïf qui va avaler que la prairie va continuer à pousser sous ces panneaux ? (...) Quelle collectivité va, par appât du gain, accepter que soient massacrés nos paysages et nos sites naturels ? Ce serait de plus tourner le dos à leur propre plan sur les énergies renouvelables (PTEnR) que les collectivités ont finalisé en début d'année 2024 - dans lequel il était dit que la priorité devait être donnée au développement de la production hydroélectrique ainsi que le photovoltaïque sur les bâtiments, les parkings de supermarchés existants. Et surtout refuser l'artificialisation des sols, ce que ce projet va pourtant entraîner ».

